

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Bi-Mensuel

123, rue Montmartre, Paris

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Congrès de Strasbourg (F. Lorient). — Après Strasbourg (Humbert-Droz). — Le développement des Conseils dans la Démocratie Bourgeoise (Otto Maschl). — Appel aux Travailleurs Français (Zinovieff). — Correspondance Internationale (Autriche, Belgique, Bulgarie, Italie, Tchéco-Slovaquie).

Documents : Thèses directrices sur la Tactique de l'Internationale Communiste dans la lutte pour la Dictature prolétarienne. — Lettre du Comité Exécutif de l'Internationale des Jeunesses adressée au Congrès International des Etudiants Communistes. — Déclaration du groupe des Etudiants Communistes de Paris.

LE CONGRÈS DE STRASBOURG

Le Congrès de Strasbourg marque, sans contestation possible, la volonté des masses militantes du Parti de placer enfin celui-ci à la hauteur de la situation révolutionnaire mondiale et de son rôle historique. Les 1.621 mandats groupés sur la motion d'adhésion immédiate à la 3^e Internationale, les concessions accordées par les Reconstructeurs à l'opinion toujours plus radicale de leurs partisans et le ralliement au Centre du dernier carré majoritaire montrent bien que le Parti est entraîné à gauche, vers les solutions claires de l'Internationale de Moscou et de la Révolution prolétarienne.

Est-ce à dire que les aspirations de la grosse majorité des militants aient bien été traduites à Strasbourg ? Nullement ! Nombre de ceux-ci se sont encore laissé influencer par la phraseologie sentimentale de quelques rois du verbe, opérant pour une hypothétique reconstruction d'une quatrième Internationale et qui leur offraient pour atteindre le but un chemin moins âpre, plus fleuri que celui de la troisième.

Une fois de plus, les tirades mélodramatiques sur l'unité si féconde et si chèrement acquise, sur les bienfaits d'un socialisme de camaraderie, tolérant et bon enfant, ont accompli leur œuvre dissolvante.

Nombreux sont, dans les sections et fédérations, ceux qui, de cœur avec nous, n'ont pas su se dégager des formules équivoques qu'un confusionnisme habile et bien outillé jetait avec insistance en pâture à leur esprit.

D'autres, plus décidés, comme nos camarades du Pas-de-Calais et de la Loire, ayant voté l'adhésion immédiate à la 3^e Internationale, n'ont pas compris l'impérieuse nécessité du

mandat impératif et nettement défini à donner à leurs délégués ou ont été volontairement trahis par ceux-ci à Strasbourg.

Cela n'a d'ailleurs qu'une importance relative, car les débats ont singulièrement éclairci la situation respective doctrinale des deux grandes tendances du Parti et les militants ont aujourd'hui des éléments d'appréciation qui leur permettront désormais de déjouer plus aisément les tentatives faites pour les égarer.

Nous n'escomptions pas la victoire numérique au Congrès national. La conquête de la Fédération de la Seine et les 1.621 mandats recueillis à Strasbourg constituent pour nous une victoire morale dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir.

Ce qui est essentiel, ce qui constitue à mon sens le fait le plus important du Congrès, c'est la position prise sous l'invincible pression des événements par la fraction des ex-minoritaires et nettement caractérisée dans les discours de Pressemane et de P. Faure.

Nous devons savoir gré à ces deux orateurs d'avoir montré avec franchise et talent qu'ils n'ont rien de commun avec nous, d'avoir mesuré toute la distance qui les sépare de la 3^e Internationale et des révolutionnaires communistes et prouvé péremptoirement que leurs conceptions fondamentales sont les mêmes que celles de la droite avec laquelle, d'ailleurs, ils n'ont jamais cessé de s'allier.

Ainsi se trouve vérifiée avec force cette affirmation toujours faite par nous pendant la guerre, toujours combattue par les minoritaires avec d'autant plus de véhémence qu'ils avaient intérêt à donner l'illusion d'être d'accord avec nous, que le fossé réel qui sépare les tendances socialistes, non seulement en

France, mais partout ailleurs, n'existe pas entre la droite et l'opposition apparente du centre, mais entre le bloc de ces deux tendances et les communistes révolutionnaires.

Le fait qu'en Allemagne les Indépendants sont séparés des majoritaires n'infirme pas cette thèse. La trahison avérée des Noske et des Scheidemann ne permettait évidemment plus la présence dans leur parti qu'à leurs complices, mais le fossé existe entre la masse des Indépendants, dont la majorité accepte le mot d'ordre communiste et le Comité directeur. A tous les points de vue, Clara Zetkin et les communistes allemands sont beaucoup plus éloignés des Kautsky, des Ilferding et des Crispian que ceux-ci le sont des fonctionnaires en place et des petits bourgeois qui composent aujourd'hui le vieux parti d'Allemagne.

Je me propose d'ailleurs de revenir sur ce point et de montrer la valeur des attaques portées par Longuet et les reconstruc-teurs contre les communistes allemands.

P. Faure, après avoir maintes et maintes fois affirmé que rien ne nous séparait de lui et de ses amis, que notre intransigeance et notre sectarisme, notre désir pué-ri de nous singulariser a subitement découvert et avoué à Strasbourg que nous suivions des routes très

différentes. Pressemane avant lui l'avait suffisamment démontré et Renaudel très bien compris.

Nous voilà donc définitivement situés les uns et les autres et il ne reste plus que Verfeuil pour n'avoir pas saisi que la légende du cheveu, du souffle, du rien qui nous divise est maintenant périmée.

Si l'on considère, comme de récentes informations me l'ont confirmé, que nous sommes en parfait accord de doctrine et de tactique avec la 3^e Internationale, il en faut nécessairement conclure que nos reconstruc-teurs sont aussi loin de cette organisation révolutionnaire que de nous.

Il est bon que les militants français sachent cela et nous ne saurions trop féliciter Pressemane et Faure de nous avoir aidés à le leur faire connaître.

Il faut qu'ils le sachent et qu'ils y réfléchissent pour donner à cette constatation son véritable sens et sa valeur. La majorité du Congrès a estimé que P. Faure avait si bien traduit ses idées qu'elle a voté d'enthousiasme l'impression de son discours aux frais du Parti. Cette décision n'est pas pour nous déplaire. Aurait-elle été la seule prise à Strasbourg que le Congrès n'aurait pas été inutile.

F. LORIOT.

A NOS LECTEURS

Partout, notre premier numéro a remporté un très gros succès. De toutes parts des lettres d'encouragement nous parviennent, et nos correspondants ne nous cachent pas leur satisfaction de voir le Comité de la 3^e Internationale posséder enfin son organe. Cet organe, il faut que les camarades communistes nous aident à le développer. Dans la Fédération de la Seine, notamment, où nous sommes en majorité, nous avons le devoir de faire un pressant appel aux militants, pour qu'ils nous apportent leur aide morale et pécuniaire. Il faut que tous les camarades à qui nous avons envoyé des listes d'abonnements nous les retournent le plus tôt possible.

Il faut que tous les adhérents à notre Comité nous fassent une propagande intense.

Nous avons été obligés, à notre grand regret, d'élever le prix de ce Bulletin à 50 centimes. Cette mesure est due à la hausse formidable du papier et à l'augmentation des tarifs de notre imprimeur.

Nous espérons que nos camarades — qui vont du reste payer leur quotidien 20 centimes — continueront à soutenir notre effort. De notre côté, nous nous efforcerons à ce que notre Bulletin soit de plus en plus varié et intéressant.

Abonnez-vous. Faites-nous des abonnés. Soutenez-nous !

R. R.

Pas un Communiste

ne peut se dispenser
de s'abonner au

« Bulletin Communiste »

Le prix modique de l'abonnement donne à tous la possibilité de posséder la collection complète du Bulletin, dont la valeur sera bientôt inestimable pour la documentation qu'il contiendra.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
123, rue Montmartre -- PARIS

PARAIT LE 1^{er} ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

Le Numéro : 30 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE	
20 numéros.....	10 francs.
10 numéros.....	5 francs
ETRANGER	
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

APRÈS STRASBOURG

3.031 voix aux « reconstruc-teurs », 1.021 voix à la 3^e Internationale ! Tels sont les résultats du Congrès du Parti français. « Il n'y a plus de droite ! » diront naïvement les reconstruc-teurs, sans voir qu'alliés aux socialistes patriotes d'hier, ils sont eux-mêmes devenus la droite.

C'est le centre qui cesse d'exister ; ballotté, hésitant, s'appuyant tantôt sur la gauche, tantôt sur la droite pour maintenir sa majorité, il a fini par toucher du côté où sa tactique opportuniste l'attirait. La question de la 3^e Internationale est une pierre de touche. Elle permet d'éprouver la sincérité des déclarations révolutionnaires. Elle rejette fatalement le centre dans les bras de la droite ; elle réalise le bloc contre-révolutionnaire opposé aux principes de Moscou.

Le Parti suisse l'avait expérimenté, le Parti français fait exactement la même expérience. Renaudel, Thomas, tous les anciens socialistes patriotes, les jusqu'aboutistes, les socialistes de guerre qui ont trahi la lutte de classes en proclamant l'union sacrée, qui ont brisé la solidarité internationale pour faire triompher l'impérialisme de Clemenceau, tout ce qui reste de ce socialisme en faillite s'est rallié à la motion des « reconstruc-teurs », se contentant de proposer quelques amendements, mais soucieux avant tout de réaliser le bloc des droites contre la gauche.

Paul Faure, l'extrémiste Paul Faure de Bologne et d'Imola, l'a déclaré franchement : *Il est pour la défense nationale.* On comprend des lors qu'il soit plus près de Thomas et de Renaudel que de Lénine et qu'il ait pu affirmer aux communistes :

« Plus je vous écoutais, plus je m'éloignais de vous. Nous ne sommes plus d'accord avec vous ni sur la tactique, ni sur la doctrine, et plus vous parlez, plus l'abîme s'approfondit entre vous et nous. »

Et Renaudel a pu retirer sa motion « en raison des discours » de Faure et de Pressemane.

L'alliance du centre et de la droite était faite contre la 3^e Internationale ! Verfeuil a beau protester et affirmer que lui et ses amis étaient en profond désaccord avec Renaudel... le socialisme de guerre s'est désespérément accroché aux « reconstruc-teurs » qui n'ont pas eu l'énergie de briser avec lui, il veut se sauver avec eux ou les entraîner avec lui dans la ruine.

Après Strasbourg, la situation nationale s'éclaircit. Le centre a lié partie comme en Suisse avec la droite ; il traîne après lui le socialisme de guerre par culte de l'unité.

Il a démontré une fois de plus qu'il est incapable d'une épuration.

La situation est nette aussi dans l'Internationale.

Les Italiens, comme les socialistes anglais du B.S.P., ont déclaré qu'ils ne prendraient pas part à la Conférence provoquée par les Indépendants d'Allemagne. La 3^e Internationale et les Partis qui la composent restent intransigeants à l'égard du centre flanqué de la droite. Pas de discussions, pas de conférences, en vue d'une fusion.

La Conférence projetée ne réunira donc que les Indépendants d'Allemagne, les majoritaires suisses, les Reconstruc-teurs de France et peut-être les Indépendants d'Angleterre s'ils ne vont pas directement à Moscou. S'ils veulent être plus de quatre dans leur Internationale, il faudra qu'ils ouvrent la porte aux anciens Partis social-patriotes, aux ministres, aux Partis d'union sacrée : le parti autrichien, Vandervelde, Branting, Stanning, Tübelstra, Henderson et c'est la 2^e Internationale qui continue simplement ; ou bien ils établiront des principes communs et ce sera très drôle.

Les Suisses sont contre la défense nationale et contre la dictature prolétarienne ; les reconstruc-teurs de France pour la défense nationale et pour la dictature !

Sans compter que Renaudel, Grumbach et Cie seront là !

En attendant, les Communistes resserreront les liens qui les unissent à la 3^e Internationale, ils feront d'elle un organisme vivant auquel les peuples iront, en tournant le dos, à la tour de Babel des reconstruc-teurs de tous les pays.

J. HUMBERT-DROZ.

ANNIVERSAIRE

Aujourd'hui 18 mars, notre pensée se reporte au Paris insurgé d'il y a quarante-neuf ans. Et dans notre imagination revit toute la Commune, épisode tragique de la lutte de classe.

Nous saluons avec respect les innombrables victimes de l'odieuse répression de mai-juin 71.

Nous puiserons dans l'exemple de nos devanciers l'énergie nécessaire pour que triomphe l'idée qui est en marche et que rien n'arrêtera !

Vive la Commune !

AUX TRAVAILLEURS FRANÇAIS

Moscou, 3 décembre 1919.

Pour affirmer leur solidarité avec le prolétariat révolutionnaire de Russie, les Travailleurs parisiens avaient posé symboliquement la candidature du bolchevik Sadoul, aux élections législatives. Pour saboter cette candidature, pour manifester sa haine de la Révolution et son mépris pour la volonté de son propre prolétariat, votre gouvernement a immédiatement riposté par la condamnation à mort de Sadoul, accusé de désertion, d'intelligences avec l'ennemi et de provocation de soldats à la désobéissance.

La classe ouvrière française ne se laissera pas troubler par ces gros mots. Elle sait ce qu'ils cachent. Ce que l'on fait expier à Sadoul, c'est d'avoir rempli son devoir révolutionnaire. Ces « crimes » — là, Sadoul les a avoués souvent. Une de ses lettres, écrite le 28 novembre 1918, se terminait ainsi :

...La guerre contre l'Allemagne est finie. Les clauses de l'armistice étalent enfin aux yeux de tous la férocité inouïe, les apôtres monstrueux, les buts insensés de rapine et de pillage, voilés jusqu'ici par les déclarations hypocrites des Clemenceau, des Lloyd George et des Wilson...

...Pendant quatre années, sous prétexte de la défense de la Patrie, du Droit et la Civilisation, des dizaines de millions de pauvres bougres innocents, dupes et complices de leurs bourreaux, se sont entrégorgés, afin que soit décidé en fin de compte qui, du capitalisme allemand ou du capitalisme anglo-américain, serait autorisé à écraser les survivants. Tant de ruines, de souffrances, de cruautés, de morts n'auront-elles servi qu'à croître la force d'oppression des capitalistes et à aggraver l'esclavage des travailleurs ? Les prolétaires auront-ils toujours des yeux pour ne pas voir ? Il semble bien pourtant qu'ils aient enfin compris. Dans le gouffre sombre et morne où agonise l'humanité, une flamme vivante brille encore : la République russe des Soviets, le premier gouvernement honnête qui ait jamais paru sur la terre.

C'est le phare vers lequel les prolétaires de tous les pays tournent les yeux. C'est le grand exemple et la grande espérance...

La guerre contre l'Allemagne, la guerre entre les impérialistes rivaux pour la conquête des marchés du monde est terminée.

La curée commence, et bientôt commencera entre les oligarchies victorieuses la lutte pour le partage. Mais les classes dirigeantes des pays belligérants, soucieuses par-dessus tout de maintenir leur hégémonie de classe, unissent provisoirement leurs forces, hier et demain ennemies, pour écraser leur mouvement révolutionnaire avant que soit constituée l'union mortelle pour elles, des prolétaires de tous les pays. Et voici qu'apparaît une guerre nou-

velle, la guerre sociale. Dans cette guerre civile naissante par laquelle se révèle la fatalité de la révolution mondiale, les socialistes d'Occident et spécialement les socialistes de France failliront-ils à leur devoir, comme ils ont failli durant la guerre impérialiste ? Pour moi, voici ce que je pense : l'intervention armée des bandits impérialistes de l'Entente et de leurs vassaux contre la Russie ouvrière et paysanne n'est en aucune mesure la guerre de la nation française contre la nation russe. C'est la guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat, des exploités contre les exploités. Dans cette guerre de classes, la place de tout socialiste sincère et, par conséquent, ma place, est dans les rangs de l'armée de classe prolétarienne contre l'armée de classe bourgeoise. Je vais m'engager dans l'Armée Rouge.

Signé : Jacques SADOUL.

Camarades !

Ce que le camarade Sadoul annonçait dans cette lettre, vieille d'un an, et dans bien d'autres, il l'a fait. Oui, Sadoul a déserté le camp de la contre-révolution pour passer à l'armée de la révolution.

Oui, Sadoul a entretenu des intelligences avec l'ennemi, non pas avec l'ennemi des ouvriers et paysans français, mais avec l'ennemi de l'impérialisme français, mais avec le prolétariat russe luttant pour son émancipation et pour la vôtre, camarades. Oui, Sadoul a provoqué les soldats français, anglais et américains à désobéir aux ordres abominables que leur donnait la réaction ententiste de se faire les bourreaux et les assassins de leurs frères ouvriers et paysans russes. Et l'attitude de Sadoul était tellement logique et forte que pendant quinze mois Clemenceau n'a pas osé le faire passer en jugement.

Il a fallu la décision prise par le prolétariat parisien d'affirmer sa sympathie à la révolution russe, en faisant de Sadoul le premier député bolchevik français pour forcer nos maîtres à parer au danger.

Le compte rendu du procès par la presse anglaise prouve que le sinistre Clemenceau, à la fois pour augmenter la haine des chauvins contre notre camarade et pour le flétrir aux yeux des révolutionnaires, l'a accusé mensongèrement, entre dix autres mensonges, d'être allé à Berlin pour y travailler de connivence avec le gouvernement de Scheidemann. Or, jamais Sadoul n'a mis les pieds en Allemagne depuis son arrivée en Russie.

Camarades, vous incliner devant ces ignobles manœuvres, devant ce nouveau crime de Clemenceau, ce serait avouer votre impuissance et consacrer votre défaite ; la lutte est ouverte, poursuivez-la jusqu'au bout. Affirmez partout et par tous les moyens votre so-

lidarité avec le condamné à mort, avec la révolution sociale.

Mieux que tous les raisonnements, les faits tenaces montrent que la vérité et le salut sont avec nous. L'exemple de Sadoul condamné contre la volonté hautement exprimée de la classe ouvrière française, les résultats des élections habilement préparées par la dictature bourgeoise et qui envoient à la Chambre des députés une majorité renforcée de laquais du capital et de tyrans du prolétariat doivent ouvrir les yeux des plus aveugles. Ces faits et cent autres démontrent que dans les cadres de l'Etat bourgeois les libertés formelles pompeusement accordées aux masses laborieuses ne sont jamais que duperies. Dans tous les pays, ce que les travailleurs possèdent, ils ne le tiennent pas des classes dirigeantes ils l'ont arraché par la force.

Camarades, le temps est venu de briser vis,

chaines et de saisir tout le pouvoir, de remplacer la démocratie bourgeoise, démocratie des propriétaires d'esclaves, par la démocratie prolétarienne, démocratie des classes asservies. Mais pour obtenir la victoire, il faut organiser votre armée, en chasser tous les chefs indignes, tous les semeurs de mensonge, tous les agents que la bourgeoisie entretient dans vos rangs pour vous endormir et vous corrompre. Chassez les social-patriotes qui vous ont trahis et les social-opportunistes qui osent vous prêcher lâchement la conciliation et la collaboration des classes. Sans retard, préparez la Révolution sociale par tous les moyens. Osez seulement.

Vous pouvez tout. A bas la dictature de la bourgeoisie ! Vive la dictature du prolétariat ! A bas la République parlementaire ! Vive la République des Soviets !

G. ZINOVIEV.

LETTRE du Comité exécutif de l'Internationale communiste des Jeunes adressée au Premier Congrès International des Etudiants Communistes

Camarades,

La Jeunesse prolétarienne internationale, consciente de la lutte de classes, qui s'est unie dernièrement dans l'Internationale communiste des Jeunes, salue avec grande joie la réunion du Congrès international des Etudiants socialistes et communistes, qui se sont si courageusement prononcés pour l'Internationale de la classe ouvrière, pour la révolution mondiale.

Comme organe exécutif de l'Internationale des Jeunes organisé, nous avons envoyé nos délégués à votre conférence, mais nous nous adressons encore à vous au moyen de cette lettre pour vous exposer notre attitude de principe à l'égard du travail qui est à votre ordre du jour.

Nous voyons dans votre invitation à la conférence qu'il ne fait plus aucun doute pour vous que seule l'œuvre de la lutte révolutionnaire et de la victoire de la classe ouvrière peut sauver le monde du désastre complet.

Nous sommes convaincus que vous allez écarter tous les essais de la formation d'une Internationale des étudiants sur des bases social-patriotes et que vous allez repousser tous les éléments ayant des tendances pareilles. Nous croyons de même qu'une Jeunesse intellectuelle à la pensée claire ne peut pas prendre comme base de sa réunion l'idéologie nébuleuse du centre socialiste. Mais cela ne suffit pas à résoudre la question de la forme dans laquelle les étudiants — les heureux possesseurs de l'esprit — prendront part à la lutte du prolétariat à la révolution sociale. Trouver cette solution est le but primordial de votre congrès. Selon la décision que vous prendrez, vivra ou s'écroulera l'union internationale des étudiants socialistes.

L'expérience des révolutions russe et hongroise nous a démontré de quelle énorme importance

est le fait que les forces intellectuelles, la science spéciale, collaborent le plus utilement possible et dans la sphère la plus large à la conquête, à la défense et à l'accomplissement de l'Etat prolétarien. De ce point de vue, la collaboration volontairement offerte par l'intellectualisme bourgeois imbu de l'esprit révolutionnariste pour la délivrance de la classe prolétarienne ne peut être que saluée avec joie. Mais l'expérience des luttes révolutionnaires nous démontre encore que cette collaboration ne peut être d'une valeur effective et durable que si elle se soumet complètement aux lois internes et externes de la lutte politique et économique du prolétariat. Oui, cette subordination est nécessaire même dans le domaine spirituel, vu que l'intellectuel révolutionnaire doit s'imbiber de psychologie prolétarienne, car seulement l'union dans l'esprit prolétarien du collectivisme peut éviter les dangers qui existent dans la psychie individualiste des intellectuels. Et enfin, l'expérience de la révolution d'Orient nous a confirmé que plus avance la lutte de la classe ouvrière dans le stade de l'action ouverte et révolutionnaire, que plus approche l'heure de la décision, d'autant plus doivent être concentrés par le prolétariat organisé toutes les forces dans le seul but de la conquête, de la défense et de l'accomplissement du pouvoir politique et économique. Cette nécessité met en arrière plan tous les autres buts, lesquels apparaissent seulement après la conquête et l'existence assurée du pouvoir prolétarien.

Parlant de cette conviction, le dernier congrès des Jeunes prolétariennes a décidé dans son programme politique et de principes de l'Internationale communiste des Jeunes, par l'article 12 ce qui suit :

« L'Internationale communiste des Jeunes re-

garde comme superflue l'existence séparée d'organisations socialistes d'intellectuels. Les révolutionnaires sincères parmi la Jeunesse intellectuelle doivent devenir des membres des organisations des Jeunesses prolétariennes, d'égal à égal, de camarade à camarade. La constitution de groupes de Jeunesses intellectuelles au sein des Jeunesses générales doit être réglée selon les circonstances des différents pays. »

Ainsi la question de la forme de la participation des étudiants socialistes à la lutte révolutionnaire est décidée pour nous. Et cette décision, nous la présentons à votre examen. Elle demande de vous le même pas qu'a fait déjà la Jeunesse ouvrière quand elle a rejeté au second plan toutes les revendications et buts de Jeunesse, pour entrer dans un front uni, ayant ainsi le droit d'affirmer qu'elle s'est mise à la tête de tous les combattants prolétariens, révolutionnaires.

De même que nous sommes unis dans le combat politique, non pas à côté de la Troisième Internationale, mais que nous nous sommes inféodés à elle, de même nous vous demandons de vous incorporer, vous aussi, comme Jeunesse socialiste révolutionnaire, dans notre Internationale des Jeunes.

De même que dans les cadres de cette incorporation, nous avons tenu compte des conditions spéciales des Jeunesses indépendantes et leur unification dans une centrale internationale, nous vous suggérons la possibilité de communs travaux intellectuels au sein du parti et des Jeunesses et la création d'un bureau central de renseignements internationaux, dont l'activité doit correspondre aux devoirs spéciaux existant de fait entre les travailleurs intellectuels.

Nous espérons, du fait que vous reconnaissez que la société entre dans une lutte décisive et finale et de la nécessité de la plus grande unité de toutes les forces, nous espérons, disions-nous, que vous allez tirer les conséquences pratiques.

Oui, suivez les directions des camarades qui vous convoquent, regardez vers l'Orient, regardez les étudiants révolutionnaires russes, qui pendant des décades de luttés pénibles, par leurs sacrifices sans exemple ont donné jusqu'à la dernière goutte de sang pour la lutte et la victoire de la classe ouvrière. Les quelques-uns qui ne sont pas tombés victimes du bourreau tsariste ou bien qui n'ont pas péri dans l'obscurité de l'exil, voient aujourd'hui qu'ils ont pris le bon chemin, quand ils ne se sont pas laissés duper par des chants de sirènes de justice démocratique, réconciliation de classes, intellectualisme sans classe englobant tout, mais qui se privant de tout, se sont incorporés dans la lutte de classe prolétarienne sans condition.

Devant vous aussi, camarades, cette décision se pose. Une grande responsabilité pèse sur vous, et vous connaissez la loi, des antagonismes de classes étant à l'aigu, toute décision qui méconnaît une ligne nette et qui ne se met pas d'une façon intransigeante à côté de la révolution prolétarienne mondiale, porte la confusion dans les rangs des combattants et a un effet contre-révolutionnaire immédiat.

Camarades,

Nous avons confiance dans la puissance de la révolution historique qui ouvrira les yeux à ceux d'entre vous qui ne voient pas encore clair sinon aujourd'hui, demain sûrement. Nous avons confiance dans l'esprit qui anime la convocation que vous nous adressez, que vous trouverez le bon chemin. Nous vous attendons à notre côté pour la lutte finale gigantesque pour l'établissement de la société communiste.

Salutations révolutionnaires.

Comité de la Troisième Internationale

Réunion plénière du 15 Mars 1920

Le Comité charge sa Commission exécutive :

1° De dresser, avant le 29 mars, une liste de 24 candidats en vue du renouvellement de la Commission exécutive de la Fédération de la Seine ;
2° De rechercher dix sections susceptibles de demander la convocation d'un Conseil fédéral extraordinaire avant celui du 12 avril.

Le Comité décide de demander à ses groupes de la Seine de désigner des camarades candidats possibles à la Commission exécutive de la Fédération. Rappoport propose la rédaction d'une déclaration concernant la dernière décision de la C. A. P. relative à l'envoi de délégués à l'étranger. La déclaration fera ressortir que cette décision émane uniquement de la majorité du parti et que la minorité ne s'y associe pas.

Le Comité accepte la proposition Rappoport.

Il désigne ensuite une commission chargée de l'étude des grands problèmes qui se posent à son examen.

Le Secrétaire.

Sur la Révolution russe et l'Internationale Communiste

IL FAUT LIRE :

Boukharine. — Le Programme des Communistes	1 25
Antonio Coen. — La vérité sur l'Affaire Sadoul	» 50
Lénine. — Lettre aux Ouvriers américains.	» 25
Lénine. — Les Problèmes du Pouvoir des Soviets	» 50
Marchand. — Lettres à MM. Poincaré et Albert Thomas	» 25
Arthur Ransome. — Pour la Russie.....	» 25
Arthur Ransome. — Six semaines en Russie	3 50
René Reynaud. — Petit Catéchisme bolchevik	» 25
Jacques Sadoul. — Vive la République des Soviets !	» 40
Jacques Sadoul. — Notes sur la Révolution bolchevique	7 50
Boris Souvarine. — Eloge des Bolcheviks..	» 60
Boris Souvarine. — La Troisième Internationale	» 50
Léon Trotsky. — L'Avènement du Bolchevisme	4 »
Tchitcherine. — Terreur blanche et Terreur rouge	» 10
X... — Manifeste et Résolution (plateforme) de l'Internationale communiste	» 50
X... — Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie....	» 30
X... — Hommage à la République des Soviets, par : Henri Barbusse, Jean d'Espouy, Noël Garnier, R. Lefebvre, J. Longuet, M. Martinet, Georges Pioch, A. Pierre, Ch. Rappoport, Boris Souvarine, Vaillant-Couturier	1 25
Robert Thal. — Deuxième ou Troisième Internationale.	0 30

Librairie de la Vie Ouvrière, 96, quai Jemmapes, Paris.

THÈSES DIRECTRICES sur la tactique de l'Internationale communiste dans la lutte pour la dictature prolétarienne.

I

Comme le capital mondial a prouvé, par la guerre impérialiste mondiale, qu'il n'est pas en état de devenir le maître des forces productives que le capitalisme a créées, ainsi le *Capital de l'Entente*, victorieux dans la guerre mondiale, prouve qu'il n'est pas capable de reconstruire le monde tombé en ruines, de lui donner même cette petite mesure de sécurité et d'ordre que l'organisation capitaliste a présentée jusqu'à ce jour. Le capital de l'Entente a jeté par terre les puissances centrales et s'occupe maintenant à faire ses esclaves les peuples de l'Europe centrale, par quoi il ne fait que poser les fondements d'une nouvelle guerre en même temps qu'il crée dans l'Europe centrale une « irredente » allemande, qu'il érige toute une série de petits Etats qui se combattent les uns les autres, il soumet les pays balkaniques à la domination des politiciens d'affaires serbes et des boyards roumains entre lesquels il partage des grandes parties du peuple bulgare. De cette façon, les Balkans restent un centre de conflits politiques comme ils l'ont été jusqu'à présent. Le démembrement de la Turquie ouvre l'ère de la querelle entre les Etats de l'Entente pour l'héritage turc, ainsi que de leurs conflits avec la population indigène. En Extrême-Orient, l'Entente a vendu 40 millions de Chinois « alliés » à l'impérialisme japonais, par quoi elle n'a fait que rendre plus aigu le conflit entre les capitalistes japonais et américains, pendant que l'Entente qui est entrée en guerre sous le signe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, laisse les peuples d'Irlande, d'Egypte, de l'Inde, revenus à la vie, sous le knout anglais, elle presse l'entree de ces peuples dans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme anglais. La tentative de créer une Société des Nations dont le but était de soumettre les intérêts des pays vaincus, ainsi que des petits peuples et de plusieurs centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique à l'exploitation commune du capital de l'Entente, a échoué. Même aujourd'hui, il est clair que dans le camp même de l'Entente se préparent de nouvelles coalitions impérialistes qui travaillent les uns contre les autres. Incapable de maintenir l'ordre capitaliste, l'Entente cherche par tous les moyens à étouffer dans le germe l'ordre socialiste communiste naissant, pendant qu'elle continue la guerre contre la Russie des Soviets et cherche à l'entourer par une ceinture de petits Etats qui devraient créer un cordon de la mort autour de la Russie des Soviets, mais qui se transforment eux-mêmes en des contrées de la mort et de la dévastation.

Cette politique mondiale du capital victorieux de l'Entente ne lui permet pas d'utiliser même les maigres possibilités d'une reconstruction de l'ordre social capitaliste que lui a laissé la guerre mondiale. Le travail destructif de quatre ans de l'impérialisme ne pouvait être réparé. L'énorme fardeau ne pouvait être enlevé que si le capital victorieux avait aidé le capital vaincu, par l'appoint de matières premières et de moyens de subsistance, à courber de nouveau les masses prolétariennes sous le joug capitaliste, afin d'imposer les frais de la guerre au prolétariat du monde entier.

Pendant que le capital victorieux de l'Entente dévaste la Russie et cherche à priver l'Europe centrale de ses derniers moyens de production, il ne condamne pas seulement cette plus grande partie de l'Europe à un *anéantissement économique et à la mort par la faim*, mais il prononce en même temps un arrêt de mort au développement capitaliste dans ses propres pays. L'Europe centrale et orientale pourrait former le meilleur marché pour les produits industriels de l'Occident. Elle pourrait fournir de grandes quantités de matières premières. Leur affaiblissement signifie la *lanqueur économique progressive* des pays industriels de l'Occident, le chômage croissant, l'acuité des conflits sociaux qui, déjà, indépendamment de cela, avaient beaucoup augmenté, grâce à la cherté de la vie, au fardeau croissant des impôts et à la conscience de sa force qui a grandi chez le peuple des travailleurs pendant la guerre. A cause de cela, la politique de l'Entente fortifie les tendances révolutionnaires ; elle pousse les masses ouvrières et paysannes des pays vaincus dans les bras de la révolution mondiale. Elle accélère la transformation, en Occident, de la lutte aggravée des classes en guerre civile, elle montre d'une façon manifeste aux masses populaires de l'univers entier, qu'elles seules, — classe des travailleurs — sont appelées à mettre de l'ordre dans le chaos capitaliste, à construire le monde sur une base nouvelle. Non seulement la *révolution mondiale communiste*, telle qu'elle a pris son départ en Russie, n'a pas été brisée par la victoire de l'Entente, mais par la politique du capital victorieux de l'Entente a, pendant l'année qui a suivi la guerre, bien travaillé dans cette direction et accéléré le développement révolutionnaire.

II

Les partis communistes existant dans les pays qui se trouvent encore sous le régime capitaliste acceptent ces tendances du capital mondial travaillant pour la révolution mondiale comme le *point de départ de leur lutte*. En même temps qu'il se montre incapable de reconstituer l'ordre capitaliste, le capital mondial a anéanti pour longtemps toute possibilité d'une politique dirigée vers la réforme. La tâche de la classe des travailleurs dans l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Amérique, n'est pas la transformation du monde capitaliste, ni la conquête de concessions partielles, mais le *renversement du capitalisme*, qui ne signifie actuellement que malheur, chaos et guerre, et l'établissement de l'ordre socialiste. Les leçons de toutes les révolutions bourgeoises, ainsi que la révolution russe, ont démontré qu'un ordre social nouveau ne peut être réalisé que par la guerre civile des masses populaires asservies, contre la classe dominante qui se meurt, et les porteurs victorieux de l'ordre nouveau ont à assurer par leur *dictature*, le passage de l'ancienne organisation sociale à la nouvelle.

La révolution prolétaire russe a montré au prolétariat international, dans les *Conseils d'ouvriers*, l'organe de cette dictature inévitable pour la réalisation du socialisme. Le socialisme peut être institué, non par les institutions parlementaires em-

brassant toutes les classes du peuple, mais uniquement par les conseils des travailleurs, réunissant tous les ouvriers, manuels aussi bien qu'intellectuels qui sont intéressés au nouvel ordre et qui détiennent dans leurs mains tout le pouvoir législatif et exécutif. La révolution prolétarienne russe a montré comment les classes capitalistes résistent de toutes leurs forces à toute tentative de libération de la part de la classe ouvrière, comment elles ne reculent pas devant la trahison, devant l'alliance avec les pays étrangers capitalistes contre leur propre pays, par quoi la classe ouvrière est forcée d'opposer *tous les moyens violents de la révolution à la violence de la contre-révolution*, de défendre, le glaive en main, l'établissement du socialisme. L'armée de l'évolution politique dans l'Europe centrale et orientale aussi bien qu'en Amérique, a confirmé les leçons de la révolution russe, a appris que toute pensée à la réalisation du socialisme par un compromis avec la bourgeoisie, sur le terrain de la démocratie bourgeoise est une parfaite utopie dont la propagation ne sert que la bourgeoisie et amène le désarroi dans le prolétariat. Malgré la peur d'un mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie sabote toute politique, non seulement de la socialisation, mais même de l'attribution à la classe ouvrière du moindre droit de collaboration dans la direction de la production. La bourgeoisie répond au mouvement révolutionnaire, non par des concessions sociales, mais par son union dans un camp de réaction brutale, et elle ne recule pas devant l'emploi des plus honteuses mesures de violence contre le prolétariat. C'est pourquoi l'internationale communiste doit déclarer de la façon la plus énergique comme destinée à tromper le prolétariat, toute tentative faite pour boucher l'opposition contre l'effort du prolétariat vers l'affranchissement et la dictature capitaliste, par un compromis, tel qu'il est représenté par les socialpatriotes allemands et par les leaders des indépendants de droite, par la socialdémocratie de gauche de l'Autriche, par l'opportuniste hollandais Tivolstra, et par le socialiste-réformiste suédois Branting qui sollicitent la création de chambres de travail à côté d'un parlement bourgeois. La tâche des partis communistes dans les pays encore capitalistes est, en premier lieu, de faire comprendre par la parole et par l'action, au prolétariat, qu'il n'y a pas pour l'humanité qui travaille, d'autre issue que la lutte révolutionnaire jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat dans la forme des républiques, des conseils, leur union et leur défense par tous les moyens contre les forces du capitalisme.

III

La lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat augmentera en acuité, en profondeur et en largeur avec le progrès de la décomposition du capitalisme. Sa domination deviendra toujours plus insupportable au prolétariat ; la classe ouvrière apprendra toujours davantage, par l'expérience, que la lutte pour la dictature, est inévitable ; mais en opposition à la Russie, la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes développés, ne sera pas conquise d'un seul élan, mais dans une longue période d'une lutte pénible et riche en sacrifices. C'est seulement s'ils prennent pour le point de départ de leur tactique, cette considération, *affirmant le caractère long et pénible de la lutte d'affranchissement prolétarienne, que les partis communistes de l'Occident* pourront prévenir le prolétariat contre les tentatives irrésistibles de conquérir le pouvoir avec des forces insuffisantes, des petites minorités impatientes en

lui ouvrant la compréhension des moyens de lutte qui doivent être appliqués.

La victoire n'échappera pas au prolétariat avant que les couches socialement déterminantes de la classe ouvrière, les mineurs, les métallurgistes, les cheminots, les ouvriers agricoles, ne passent du côté du communisme et ne possèdent assez de forces pour briser la résistance d'une réaction bien organisée, armée militairement et s'appuyant sur une large couche de paysans riches, et pour former des fondements capables de porter l'édifice de la dictature des conseils, qui se maintient et qui tombe avec la volonté consciente de puissance des masses prolétariennes.

IV

Ces masses se réunissent en corporation, qu'elles ont formées pendant l'époque pacifique du mouvement ouvrier ; elles se réunissent là pour mener, comme avant, la lutte pour l'amélioration de leur situation. Les communistes ont le devoir d'aller dans les organisations des masses du prolétariat, quoique la bureaucratie corporative cherche à les transformer — des organisations de lutte du prolétariat qu'elles sont — en des organes contre-révolutionnaires de l'entente avec le capital. Ils ont à combattre la politique contre-révolutionnaire, non seulement en opposant, au moyen de la propagande, les idées communistes aux idées social-démocratiques, mais ils ont à essayer de briser l'influence de la bureaucratie corporative, *en formant dans la lutte économique le facteur stimulant*. Ils ont non seulement à expliquer aux travailleurs, par le moyen de la propagande, que l'union du travail avec la classe capitaliste mène à l'esclavage, que tout gain partiel, comme l'élévation des salaires, est anéanti par la croissante cherté de la vie, mais ils ont à pousser la classe ouvrière à la lutte toujours renouvelée, lorsque cette classe, déçue par la défaite ou par une victoire, réduite à rien, ne voit plus aucune issue.

C'est seulement en luttant toujours de nouveau pour l'amélioration de sa situation, pour l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail et en se soutenant réciproquement dans cette lutte que la classe ouvrière se réunit en une classe révolutionnaire, qui sera en état de mener la lutte non seulement pour l'amélioration de la situation, qui à la longue, dans la période de la dissolution capitaliste paraît infructueuse, mais pour la transformation de la société capitaliste en la société socialiste.

Dans cette lutte, les communistes ont à éclairer les masses ouvrières sur le fait que le degré atteint de l'évolution capitaliste condamne les luttes économiques isolées à l'impuissance qu'il faut se hâter de venir en aide à chaque partie combattante sur le front commun, qu'il faut étendre et élargir la lutte économique pour des réclamations particulières, en en faisant la lutte pour la conquête du pouvoir politique, pour le renversement du gouvernement capitaliste.

Dans cette lutte, les communistes ont à entrer dans les corporations pour que celles-ci se transforment, avec le nivellement croissant des conditions de travail et des salaires des différentes catégories prolétariennes, comme la dissolution du capitalisme les entraînera avec elles, en des sociétés industrielles qui en face du capital réuni, possèdent une capacité de défense et d'offensive beaucoup plus grande que les corps de métier divisés. Ils ont à y entrer pour que la *bureaucratie contre-révolutionnaire centralisée* qui, d'en haut, fait marcher les masses, cède la place au système clas-

tique des hommes de confiance qui, prenant, où cela est possible, leurs racines dans les exploitations conduisent, sans frottement, l'initiative des masses vers la direction corporative, comme ils ont en même temps à répandre dans les masses le sens politique et l'expérience de la direction.

La lutte économique du prolétariat à l'époque de la révolution sociale consiste dans l'aggravation et la généralisation de la pression des masses, dans le but de renverser la bourgeoisie, mais pas dans la destruction et la détérioration des moyens de production aussi souvent que cette dernière puisse accompagner la guerre civile. Pour cette raison, les communistes ont à s'opposer, dans la lutte économique, avec toute leur force, à l'idée du sabotage des moyens de production et à expliquer aux masses du peuple que la désorganisation de l'économie doit rester à la charge de la bourgeoisie qui incapable de l'ordonner à nouveau, est prête à la transformer en ruines rien que pour empêcher la classe ouvrière de prendre dans ses mains les moyens de la production et de les utiliser pour le bien des masses souffrantes du peuple.

V

La lutte économique pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière se transformera, avec sa propagation et son aggravation croissantes, en la lutte pour la conquête du pouvoir, comme condition de la conquête des moyens de production. Le contrôle de la production forme le point de transition dans cette lutte. Plus augmente le manque de marchandises qui ne permet pas aux ouvriers, même avec de hauts salaires, de satisfaire leurs besoins les plus modestes, plus accroit l'anarchie de la production, plus les forces productives qui ne suffisent pas aux industries les plus nécessaires, pour la vie, sont gaspillées dans l'intérêt du

qui pullule sur le capitalisme qui s'écroule comme les vers dans un cadavre, et plus les masses ouvrières éprouveront le besoin du contrôle de la production. Par le temps de chômage croissant, elles feront établir, par leurs hommes de confiance, si la fermeture des fabriques n'est pas un acte de l'arbitraire capitaliste, dans le but de faire partir pour l'étranger le capital mobile, ou d'épuiser par le chômage les ouvriers en lutte. Dans le cas d'un manque de matières premières, la classe ouvrière éprouvera le besoin de surveiller, par ses hommes de confiance, la distribution des matières premières. Pendant les luttes pour l'augmentation des salaires, il sera de l'intérêt de la classe ouvrière de contrôler toutes les conditions de la production afin de rendre impossible aux capitalistes de présenter l'augmentation des prix provoquée par la passion du gain, comme le résultat des salaires élevés, et de cette façon, exciter contre les ouvriers, les masses des petits bourgeois souffrant de la cherté de la vie.

L'effort fait pour contrôler la production doit devenir le point de départ des luttes prolongées et ininterrompues pour la création des conseils d'exploitation. Les conseils d'exploitation ne peuvent pas être formés par en haut, par une simple propagande, comme un système économique, car sans parler de ce que les gouvernements bourgeois réprimeraient de toutes leurs forces, une pareille tentative organisée pour établir une organisation économique des conseils, il manque quelquefois à la classe ouvrière la compréhension générale de la nécessité du contrôle de la production ; sans quoi, les conseils d'exploitations, au lieu d'être les représentants des exploitations entières, les représentants de la classe deviennent des représentants

seulement des ouvriers conscients au point de vue révolutionnaire. C'est seulement dans la mesure où des parties séparées de groupes particuliers du prolétariat grâce aux défaites dans la lutte économique, grâce à l'annihilation de leurs acquisitions par le processus progressif de la dissolution capitaliste acquèrent un vif intérêt pour le contrôle de la production que des conseils d'exploitation seront fondés dans des points particuliers, dans des branches isolées de l'industrie, dans la lutte contre des groupes particuliers d'entrepreneurs, obtiendront selon l'état de leurs forces, un contrôle plus ou moins grand dans les fabriques et chercheront à se réunir suivant les branches de l'industrie. Ce n'est pas comme un schéma imposé par en haut à la partie révolutionnaire du prolétariat, mais comme une organisation se formant dans la lutte, se rejoignant dans la lutte que les conseils d'exploitation peuvent se développer et préparer des parties toujours croissantes de la classe ouvrière à la direction ultérieure de l'industrie, après la conquête du pouvoir politique.

Là où on n'aura pas réussi à conquérir de pareils conseils d'exploitation, dans la lutte révolutionnaire, où le gouvernement réussira à tromper provisoirement par la formation de semblants de conseils légaux, le besoin du prolétariat d'exercer le contrôle de la production, dans le but d'admettre quelques prolétaires dans l'antichambre des bureaux capitalistes, tandis que la direction réelle de la production sera remise entre les mains des directeurs et des réunions secrètes des fabricants, là, les communistes ont à veiller à ce que les moyens de tromper de la bourgeoisie, se retournent contre elle-même. Ils ont à rendre vaine toute tentative d'établir un faux semblant de contrôle, en attirant, dans les réunions d'exploitation ainsi que dans la presse, l'attention des travailleurs sur toutes les manœuvres frauduleuses des directions d'exploitation, et en entreprenant avec toute leur énergie, la lutte contre toute violation des intérêts des ouvriers et de la communauté, par les fausses institutions de contrôle, en combattant sans égards les représentants de l'exploitation qui se laissent prendre ou acheter par les capitalistes. Ils ont, sans s'occuper des limites fixées par la loi au droit de contrôle des ouvriers, à mener les ouvriers dans les exploitations, à la lutte pour l'élargissement des droits de contrôle des conseils d'exploitation, ainsi que l'exige l'économie populaire.

Pendant que les communistes cherchent, pas à pas, à changer les conseils frauduleux créés pour tromper le prolétariat, en véritables conseils d'exploitation, l'intérêt pour le contrôle de la production peut être éveillé chez les ouvriers, avec le progrès de la dissolution capitaliste, et les faux conseils de contrôle, soit transformés en véritables conseils d'exploitation, soit remplacés par de pareils conseils.

VI

La victoire de la révolution prolétarienne ne sera remportée dans chaque pays que lorsque la classe ouvrière aura atteint dans ses luttes économiques et politiques partielles, le degré de détermination, le degré de conscience qui est nécessaire pour que non seulement elle oppose à tous les actes de violence de la bourgeoisie un refus décisif de se laisser utiliser plus longtemps comme un bétail, mais qu'elle brise aussi la résistance de la bourgeoisie dans une lutte ouverte. La victoire du prolétariat n'est possible que par la voie d'une décomposition et d'une rupture complète des organes d'oppression de l'état capitaliste. Là où ces états, dans la lutte contre la révolution prolétarienne croissante, forment des gardes blanches, là cette

victoire sera remportée dans l'insurrection des masses du peuple. Toute pensée de la conquête du pouvoir politique par des chemins détournés, par le sabotage de la production capitaliste, par la création d'une barricade pour la classe ouvrière dans l'exploitation ou moyens d'organisations d'exploitation, est un opportunisme aussi bien que la victoire par le vote parlementaire. Le prolétariat ne peut pas vaincre d'abord économiquement et ne prendre qu'ensuite le pouvoir politique. La conquête du pouvoir politique de la dictature du prolétariat est la condition nécessaire de l'expropriation des expropriateurs. Dans toutes les phases de la lutte économique et politique, les communistes ont à répandre la conviction que toutes ces luttes ne représentent qu'une partie, une étape, dans la lutte générale pour l'affranchissement, qui est une lutte pour le pouvoir politique dans l'état. L'illusion syndicaliste et anarchiste sur la possibilité de l'affranchissement prolétarien sans la formation d'une organisation prolétarienne de l'état, comme le moyen pour abattre la résistance de la bourgeoisie, doit être combattue aussi bien que l'illusion démocratique du réformisme. Tous les moyens que le prolétariat a appliqués jusqu'à présent dans sa lutte pour l'affranchissement doivent être employés d'après leur utilité, comme moyens auxiliaires de l'enseignement révolutionnaire, de l'organisation et de la mobilisation des masses du peuple et appliqués en lieu et temps convenables.

Comme la révolution sociale, regardant de sa hauteur, ne connaît, avant l'insurrection armée sur le terrain de la lutte économique, aucun remède nouveau, mais seulement le renforcement, l'accroissement, la combinaison des vieux moyens de lutte économique, de même ne connaît-elle sur le terrain de la lutte politique, aucun remède miraculeux quelconque, ou interdit-elle un moyen quelconque de ceux qui ont été employés jusqu'à présent. Dans la lutte économique aussi bien que dans la lutte politique, la révolution sociale ne signifie qu'un seul changement : il consiste en ce que les masses ouvrières entrent elles-mêmes en mouvement et poursuivent leur combat en y mettant leur nombre ; tous les autres moyens qui occupent le premier rang pendant l'époque pacifique, ne conservent en face du mouvement des masses, qu'une importance subordonnée. Parmi ces moyens, se trouve également l'emploi du droit de vote comme de tous les autres droits que la bourgeoisie offre aux masses du peuple pour les tromper ; jusqu'au moment où elle est forcée d'entreprendre contre elles une lutte avec des armes physiques. Quand cette lutte de classe à classe sera entrée dans la phase décisive, elle brisera le terrain parlementaire. La bourgeoisie se montrera ouvertement comme une dictature non dissimulée. Pendant le temps où les masses ne font que se réunir pour le combat, où elles se fraient seulement un chemin, où dans les moments suivant les défaites, les communistes doivent expliquer aux ouvriers révolutionnaires la nécessité d'utiliser même les plus petites possibilités de propagande ou d'organisation que présente la tribune parlementaire.

Tout abandon de l'action parlementaire n'est pas, dans de pareilles situations, un acte de combat révolutionnaire contre l'état bourgeois, mais il rend au contraire plus facile la tromperie bourgeoise, la campagne de calomnie capitaliste contre le communisme, faite de la tribune parlementaire qu'on voit de loin.

Là où la bourgeoisie est tellement ébranlée qu'elle est obligée de concéder à la classe ouvrière, encore avant la conquête du pouvoir politique, un large champ d'action, les communistes doivent travailler pour la création des conseils ouvriers politiques, en qualité d'organes dans lesquels est

représentée toute la classe ouvrière, et dans lesquels, pendant la lutte contre la bourgeoisie, contre les illusions démocratiques, la volonté de la classe ouvrière se concentre, s'unifie et se dirige vers la lutte pour la dictature. A tous les degrés du mouvement, dans tous ses stades, c'est la tâche des communistes de créer, dans le mouvement des masses et dans les organisations de ces dernières, des fractions communistes particulières qui, dirigées d'une façon uniforme, mènent la propagande des idées communistes dans et par l'action prolétarienne. D'après le degré de leur puissance, les communistes pourront se mettre en avant dans les organisations des masses du prolétariat en lutte, ou bien organiser de leur propre initiative le combat du prolétariat. Mais, même là où, encore trop faibles pour créer leur propre organisation, ils sont obligés de se soumettre aux actions des masses du prolétariat, qui ne se développent que lentement vers le communisme, les communistes doivent représenter dans leur propagande, dans les mots de ralliement, par lesquels ils cherchent à pousser de l'avant les organisations des masses, le point de vue clair et non falsifié du communisme, dans la conviction que plus sera claire et conséquente la propagande des partis communistes, et plus utilement elle agira dans l'avenir, même si, au moment donné, les masses ouvrières ne se trouvent pas encore à la hauteur des idées du parti communiste.

Aussi bien que le détachement des masses par le sectionnement communiste, la dissolution des partis communistes dans les organisations ouvrières générales, est, sous un clair dessein révolutionnaire, un danger pour le développement de la révolution mondiale. En s'isolant des mouvements et des organisations des masses du prolétariat, les communistes détachent de ces masses les éléments les plus éclairés et les plus progressifs. En abandonnant leur existence particulière, leur représentation fermée comme parti communiste, ils enlèvent aux masses qui luttent le cerveau de la direction. Le parti communiste ne peut pas, étant une minorité, conquérir le pouvoir, mais aussi les masses ouvrières ne peuvent pas s'affranchir sans devenir communistes, sans suivre consciemment la direction communiste. La dictature, qui est indispensable pour la réalisation du socialisme, ne saurait être qu'une dictature des masses compactes et conscientes des prolétaires, mais du moment qu'elle est la dictature des ouvriers révolutionnaires conscients de leur classe, elle est en même temps la dictature du communisme.

VII

L'internationale communiste sortie des luttes des rangs avancés du prolétariat contre la guerre mondiale impérialiste, fondée sous la direction de la classe ouvrière du premier pays qui a réalisé la dictature prolétarienne, sous la conduite du parti communiste, se développe pas à pas avec la dissolution du monde capitaliste, avec le renforcement de la révolution mondiale, tandis qu'à mesure de son développement, la deuxième internationale tombe de degré en degré, en se transformant toujours davantage en une alliance de laquais de la bourgeoisie et d'assassins du prolétariat. La tentative faite par les éléments chancelants du socialisme pour servir d'intermédiaires entre la deuxième et la troisième internationale, n'est qu'une tromperie des chefs socialistes en faillite qui voient tous les jours davantage que les

masses prolétariennes qui se trouvent derrière eux se tournent dans tous les pays, en nombre croissant, vers la troisième internationale. Ces tentatives sont condamnées à l'insuccès, puisqu'elles sont dénuées de toute idée politique : il n'existe aucun point de communication entre les dictatures prolétarienne et capitaliste. Les partis et groupes communistes doivent, dans tous les pays où les éléments chancelants du socialisme exercent encore une pression sur les masses ouvrières, expliquer à ces masses le sens de leur propre lutte et leur montrer que, pendant qu'ils luttent contre leur propre bourgeoisie, ils entrent en liaison avec la troisième internationale, dont rien ne les sépare sinon l'indécision de leur pensée ou la fidélité envers leurs chefs qui les ont trahis pendant la guerre, soit par leur inaction, soit par l'appui direct prêté à la bourgeoisie. Les partis communistes doivent tendre la main, par une action solidaire, aux masses ouvrières qui deviennent toujours plus révolutionnaires, mais qui ne sont pas encore ralliées, d'une façon organisée, à la troisième internationale. *L'unité de la classe ouvrière ne peut pas être atteinte par un compromis avec les chefs en faillite du social patrioisme et du social pacifisme, mais uniquement par la clarté qui augmente dans la lutte révolutionnaire, et par la décision des masses des travailleurs.*

La troisième internationale est née comme une internationale de l'action prolétarienne, comme une internationale de la lutte commune du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale. Cette unité du prolétariat mondial n'a été réalisée jusqu'à présent, politiquement, que dans une petite mesure. L'appui prêté à la Russie des Soviets par les ouvriers révolutionnaires du monde entier, et en première ligne par celui des pays de l'Entente, représente le début pratique de la lutte ré-

volutionnaire solidaire du prolétariat mondial. *L'appui prêté à la Russie des Soviets forme le point de départ de la politique mondiale du prolétariat.* Dans la mesure où le prolétariat s'unit pour la défense de la Russie des Soviets, où il force, par les actions des masses, la bourgeoisie à abandonner l'appui prêté à la contre-révolution russe, de cesser la guerre avec la Russie des Soviets, le prolétariat mondial, non seulement aide la classe ouvrière russe à sauver ses conquêtes de la contre-révolution internationale, avide de sang et de boue, mais il assure aussi les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne sur le continent européen. La Russie des Soviets, comme une source de matières premières et de vivres, la Russie des Soviets, quand elle sera débarrassée du fléau de la guerre, quand elle aura organisé ses forces, cette Russie aidera le prolétariat des autres pays à passer de l'avant malgré le danger d'un blocus maritime de la part des puissances capitalistes plus fortes, qui dominent les arrivages des vivres, à vaincre leur propre bourgeoisie et à reconstruire sur des bases nouvelles l'Europe ruinée et mise en lambeaux.

Pour cette raison, *la défense active de la Russie des Soviets par les masses prolétariennes de tous les pays représente un devoir qui doit être rempli sans égards aux sacrifices que la lutte exigera.*

Chaque Etat prolétarien naissant percera déjà plus facilement en face des Etats capitalistes si la Russie des Soviets sort invaincue de la guerre, en faisant la première brèche dans le système d'Etats prolétariens. La troisième internationale, cette union des gens ayant les mêmes idées pour la lutte pour la dictature, se transformera alors en une union des républiques des conseils, qui sortiront de la révolution mondiale comme gardiens du nouvel ordre socialiste.

Correspondance Internationale

AUTRICHE

La situation politique est caractérisée par la décadence de la socialdémocratie viennoise, dont l'aile droite (Renner, Seitz) est devenue de couleur complètement bourgeoise. Ils prêchent et pratiquent une politique de coalition en motivant cette attitude par la situation économique déplorable du pays. Le fait est, que malgré toutes les complaisances à l'égard de l'Entente, le peuple meurt de faim et tremble de froid. La gauche du parti (Schlevinger, Frei) demande une action plus énergique en faveur du prolétariat en recommandant comme palliatif l'impôt sur la propriété, qui devra remédier à l'état misérable du change autrichien et qui permettra d'acheter les matières premières nécessaires à la reconstitution de l'industrie. Ils déplorent que le projet de socialisation, voté par l'Assemblée nationale, ait échoué par l'opposition des chrétiens sociaux, mais ils ne trouvent pas le courage de rompre avec la tradition et de chercher le salut là où il se trouve.

Seuls les communistes prennent une attitude ferme. Ils demandent une politique dirigée vers la Russie et aussitôt que possible la proclamation de la République des soviets. Ils entendent par là que l'Autri-

che ne peut pas — isolée comme elle l'est aujourd'hui — s'opposer à un monde tout entier, mais qu'elle peut et doit préparer tout pour qu'au premier signal elle soit prête. Il est à noter qu'après l'échec du 15 juin 1919, les éléments les plus à gauche et les éléments *putchistes* ont été placés au deuxième rang et que le parti poursuit aujourd'hui une politique plutôt modérée et centraliste. La dernière conférence s'est montrée favorable à une résolution qui fait du conseil ouvrier le centre de l'action prolétarienne et qui condamne toute action en dehors du conseil. Néanmoins, une forte opposition, conduite par le camarade Friedlander, soutient cette dernière thèse. Les derniers événements donnent raison à Friedlander.

Le parti socialdémocrate cherche à éliminer l'influence du conseil ouvrier par la création de « l'Union viennoise », formée par le C. O., la direction du parti socialdémocrate et l'union des syndicats, c'est-à-dire par une majorité réactionnaire. Les communistes ont quitté cette assemblée et il reste à voir si le C. O. se laissera mettre de côté par cette nouvelle instance « suprême ».

Quant au parti communiste, on doit lui reprocher, qu'il ne sait prendre contact avec les masses ouvrière-

res. La situation à Vienne n'est pas comme en France par exemple où l'ouvrier peut encore vivre avec son salaire, ici il meurt de faim, le mécontentement est grand, le terrain donc favorable. Néanmoins le parti n'a su prendre sérieusement contact avec le peuple, que dans quelques lieux isolés. Malgré tout cela, la force des choses est plus grande que l'inhabileté des hommes et l'idée communiste gagne lentement, mais sûrement de nouveaux adeptes.

Telle est donc la situation politique :

D'une part la trahison des socialpatriotes vis-à-vis de la bourgeoisie, de l'autre part une certaine indolence et une tendance au laisser-aller des communistes et entre les deux extrêmes, un groupe de jeunes oppositionnistes sans programme, sans volonté. Le prolétariat autrichien n'a pas de chefs vraiment grands, ce ne sont que des gens dotés assurément de bonne volonté, mais qui ont besoin d'une impulsion du dehors. On attend ici les événements espérés d'Italie et l'on suit avec attention ce qui se passe en Allemagne.

BELGIQUE

La III^e Internationale a fait de l'action politique des masses, dans tous les pays où la classe prolétarienne ne possède pas le pouvoir, la base de sa lutte contre l'impérialisme mondial.

Dans ce but, les communistes qui y adhèrent profitent de toutes les grèves, de toutes les révoltes, de toutes les manifestations pour faire l'éducation de ces masses; pour leur faire saisir et sentir la solidarité réelle et profonde de tous leurs besoins, de toutes les nécessités qui les poussent à l'action; pour les garantir, en même temps, contre les provocations de l'adversaire essayant d'abattre des groupes trop faibles, incapables, dans leur impatience, de conquérir le pouvoir.

Cette action et cette éducation des masses sont déployées afin d'aider le prolétariat, dans une action générale, spontanée et volontaire, à l'instauration de sa dictature et à l'établissement de Conseils ouvriers (Soviets). Ceux-ci ne peuvent atteindre leur signification qu'après la conquête du pouvoir, qui lui-même ne peut exister sans reposer entièrement sur les Conseils ouvriers. La dictature n'est autre chose que le pouvoir des Conseils.

La dictature est transitoire.

Instrument nécessaire de la lutte contre la résistance de l'impérialisme capitaliste, elle est maintenue aussi longtemps que les Conseils ouvriers n'ont pu établir l'administration régulière des moyens de production et d'échange; jusqu'au moment où l'ordre communiste ait suffisamment pénétré la vie économique, politique, intellectuelle et psychologique de la société; jusqu'au moment où les survivances de la société bourgeoise, de ses rouages économiques comme de toute sa superstructure spirituelle ne soient plus une menace pour la vie communiste. Après ce stade, la dictature prolétarienne pourra disparaître et l'humanité aura accompli le « saut dans la liberté » dont parlait Fr. Engels. Ainsi, avec la libération économique, pourra s'accomplir la libération spirituelle.

Communistes, nous sommes donc adversaires de la social-démocratie et du parlementarisme considéré

comme instrument de la lutte prolétarienne communiste.

Produit de la démocratie bourgeoise, le parlementarisme ne peut avoir, pour cette lutte, la moindre efficacité.

Il ne l'a plus parce qu'il est devenu, entièrement, l'organe des gouvernements de l'impérialisme capitaliste qui l'assouplissent à toutes ses manœuvres :

Parce que, comme tel, son action s'oppose nécessairement, même par les moyens de la répression la plus sanglante, à l'action des masses prolétariennes (Allemagne de Noske — Amérique de Wilson) ;

Parce qu'il est devenu, sans exception aucune, un moyen de corruption procurant à la bourgeoisie l'occasion de se soumettre une bureaucratie social-démocrate destinée à entraver, alourdir et obscurcir la lutte de classe du prolétariat.

Le parlementarisme, en ces temps où l'unité prolétarienne ne peut être que l'œuvre de la seule lutte des masses, crée une contradiction sans issue entre cette lutte et la reconnaissance d'un organe sur lequel repose le pouvoir de son adversaire.

A la lutte corporative et nationale des organes économiques correspondait l'action politique parlementaire.

A la lutte pour l'unité politique et internationale des organes économiques correspond la lutte politique contre le parlementarisme dominé par l'impérialisme mondial.

Communistes, nous ne sommes pas anarchistes.

Plus la production organisée sera centralisée, plus l'organisation satisfera les besoins multiples et quotidiens de tous, plus chacun sera libéré et pourra consacrer de temps à son développement spirituel.

Ce travail d'organisation centrale et rationnelle ne peut être accompli sans un pouvoir exécutif déterminé, attribué à un organisme qui soit l'expression de la volonté commune.

On ne peut concevoir une société ayant assujéti à sa volonté les moyens de production et d'échange, et dans cette mesure dominant la nature, sans cette organisation centrale.

Toute autre méthode d'administration des choses serait réactionnaire et conduirait au fractionnement chaotique, source d'un capitalisme nouveau.

D'autre part, l'administration reposant sur les masses entières, les masses se rapprochant sans cesse par leur contrôle, de l'administration centrale, administration centrale qui devient la libre institution des masses; dans ce sens, commence la suppression de tout Etat en tuant progressivement, jusqu'au dernier germe du régime dont il était le produit.

Le Groupe Communiste de BRUXELLES

BULGARIE

Après la révolution qui a détrôné le roi Ferdinand de Cobourg, le régime actuel avec M. Stamboulinisky comme président ne présente aucune amélioration. L'anarchie, tant politique qu'économique est grande, la misère de même. Le gouvernement incapable d'organiser la société bourgeoise se sert du dernier moyen pour défendre le capitalisme, la terreur blanche. Malgré les persécutions, le mouvement communiste se développe sans cesse. Quatre vingt mille

exemplaires de la brochure de Boucharine *Le Programme des Communistes* ont été distribués. Toutes les villes importantes sont au pouvoir des communistes et leurs assemblées regorgent de monde. Le gouvernement se sert d'une garde blanche payée à raison de 100 leva par jour.

Prêtant une oreille favorable aux promesses de l'Entente, la Bulgarie officielle est devenue un centre de réaction aidant Denikine qui s'y est réfugié. Le parti socialiste comme protestation, a proclamé la grève générale, laquelle dure encore. Le gouvernement emploie contre les ouvriers tous les moyens : armée, mitrailleuses, canons, emprisonnements des chefs (Lukanoff). Ceux qui sont libres sont obligés de se cacher (Kabakieff, Kolaroff, Dimitroff). Le gouvernement français soutient ces menées réactionnaires et le général d'Esperey organise avec Stamboulinisky les gardes blanches.

A Sofia 230 cheminots ont été arrêtés ainsi que 350 à Philippoli et 300 à Plevna.

Le gouvernement se justifie en disant que les bolchevistes avaient l'intention de tenter un coup d'état le 1^{er} mai.

ITALIE

Un nouveau fait vient de confirmer notre opinion que l'Italie est le pays le mieux organisé en vue de la révolution sociale. C'est que là-bas l'union entre

les prolétaires des villes et ceux des campagnes est un fait accompli. Les paysans pauvres organisés dans des fédérations socialistes, luttent à côté des ouvriers des usines avec le même dévouement et la même énergie. Aujourd'hui s'annonce un grand mouvement gréviste parmi les laboureurs des provinces de Pavis et de Novare. La misère les force à recourir aux moyens directs, les pourparlers n'ayant servi à rien.

La même agitation se fait remarquer aussi dans les villes par une quantité de grèves dans tous les centres d'activité industrielle : à Ferrare, Sanpietradarena, Bergame, Codogno, partout des mouvements spontanés surgissent et prouvent la situation nettement révolutionnaire qui règne en Italie. D'autre part 40.000 ouvriers chôment à Ferrare et un nouveau mouvement s'annonce parmi les ouvriers cotonniers, qui promet de prendre une immense ampleur, étant donné que l'industrie du coton emploie des centaines de mille d'ouvriers.

Pendant que le mécontentement économique s'accroît dans les masses le P. S. poursuit vigoureusement son action de politique prolétarienne. La direction du Parti a refusé de se réunir à Vienne avec les indépendants d'Allemagne et avec les social-démocrates autrichiens, montrant par là sa décision de ne pas entrer en communication avec des partis qui ne se placent pas entièrement sur le terrain de la 3^e Internationale.

Le développement des Conseils dans la démocratie bourgeoise

L'existence de Conseils d'ouvriers dans l'Etat « démocratique » de la bourgeoisie prouve que, pour quelque temps, les forces de la classe prolétarienne ont été supérieures à celles des capitalistes. Autrement les Conseils n'auraient jamais pu prendre naissance, car ils sont les produits de la révolution, d'une supériorité — souvent passagère — des forces des travailleurs sur les classes dominantes. Il n'y a pas seulement les Révolutions de Russie (1905 et 1917) et de l'Europe Centrale qui en rendent témoignage. La révolte spontanée du prolétariat italien, qui, en juin 1919, s'est élevée contre la vie chère, et, s'emparant du pouvoir dans quelques villes, l'a exercé par des Conseils, en forme une autre preuve assez claire. L'*Avanti* de ce temps parle de Soviets à Forli et en d'autres villes industrielles situées dans la plaine du Pô. Il en est de même en Amérique, où deux grandes villes du Canada, Toronto et Winnipeg, furent en été 1919 sous le régime de Conseils d'ouvriers. Cependant, et en Italie, et au Canada la bourgeoisie a reconquis son ancienne puissance; mais le fait persiste que le triomphe passager de la classe ouvrière a fait surgir tout de suite des conseils et les a amenés au pouvoir.

L'existence des conseils dans un Etat « démocratique » prouve aussi que ces conseils n'ont pas encore exécuté parfaitement leur mission historique.

Nés de la Révolution pour en être les organes dirigeants, ils ont la tâche de se substituer à l'organisme législateur et administrateur de l'Etat bourgeois. C'est de cette manière que la représentation de la classe prolétarienne, comme la représentation de la classe dominante vient à représenter la société entière (« Le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique, se faire la classe nationale, se constituer lui-même en nation... » Karl Marx, manifeste communiste. Chap. 22). Si, dans un pays, les conseils n'ont pas encore réussi à réaliser ce programme net et concis, à balayer les institutions officielles de l'Etat capitaliste, ils ont dû perdre les forces qu'ils avaient eues en naissant; la source de l'énergie prolétarienne, qui alimente le mouvement révolutionnaire et qui pousse les conseils en avant, doit être tarie.

Les Conseils, destinés à exercer tout le pouvoir de la classe prolétarienne, perdent la base de leur existence à un moment où le cours de la Révolution s'interrompt sans les avoir amenés au pouvoir. Ils ne peuvent remplir leurs fonctions que dans la Révolution victorieuse, au cours d'un développement qui finit par leur enjoindre la puissance suprême dans la nouvelle société.

Une plus longue existence de deux organismes directement opposés l'un à l'autre est impossible sans

que l'un d'eux fasse des sacrifices, et ce sont, dans une période de stagnation, toujours les Conseils qui ont à se résigner.

Ainsi, dans une phase de Révolution où la bourgeoisie détient fermement le pouvoir politique, *les Conseils ne peuvent pas exister (comme en Allemagne), où ils ne peuvent exister comme organismes révolutionnaires (comme en Autriche).*

Dans le dernier cas, ils s'accoutument lentement à agir dans l'Etat bourgeois, au lieu d'agir hors, de lui et contre lui. Leurs fonctions se restreignent de plus en plus, en cédant aux exigences des classes dominantes. Si les Conseils sont plus révolutionnaires et qu'ils ne cèdent pas, la contre-révolution capitaliste les broie, comme nous l'avons vu en Allemagne. Et toujours les socialpatriotes (majoritaires et indépendants de droite) aident la réaction à les rendre inoffensifs.

Ils sont infatigables dans leurs tentatives d'abattre les conseils. Ces « coalitionnaires » cherchent à les « ancrer » dans la constitution de l'Etat bourgeois, où à les paralyser en excitant les majorités social-démocratiques, à y poursuivre une politique excessivement réactionnaire et à saboter toute action proposée aux conseils d'ouvriers par les minorités communistes. En Autriche, la seconde de ces méthodes a réussi : c'est grâce aux socialpatriotes que les conseils autrichiens ne sont pas des Soviets. Et partout, où ces deux méthodes échouent, les héros de

la Deuxième Internationale se débarrassent des Conseils ou par ruse, ou à main armée étroitement coalisés avec la bourgeoisie, qui voit dans la nouvelle forme d'organisation du prolétariat son ennemi implacable qu'elle veut absolument anéantir.

Dans l'Etat bourgeois, les conseils ne peuvent pas accomplir leur tâche historique. Pour exister plus longtemps dans la démocratie, ils sont forcés de sacrifier le premier principe du système soviétique : la souveraineté de la classe ouvrière. Chaque tentative d'élargir leur pouvoir équivaldrait à une déclaration de guerre à l'Etat capitaliste, qui ne tarderait pas à les combattre, jusqu'à ce qu'il les eût détruit, ou qu'il leur eût été détruit par eux. Aussi les conseils montrent-ils la tendance de s'assimiler, en tant qu'ils existent encore, à l'Etat de la bourgeoisie.

Malgré cette tendance, malgré les majorités social-patriotes, ils sont toujours des *êtres* révolutionnaires, par le fait seul de leur existence. Ils sont les pierres vives touchées, excitant constamment la haine de la bourgeoisie, même s'ils ne sont pas du tout inspirés de sentiments révolutionnaires. Car ils sont les instruments les plus aptes à tenir vive la lutte des classes. Voilà ce qu'il y aura encore à démontrer avant de résoudre la question principale du problème de la coexistence des conseils et de l'organisme d'Etat bourgeois.

OTTO MASCHL

DÉCLARATION du Groupe des Etudiants Communistes de Paris

Le 27 décembre 1949, se constituait à Genève la Fédération internationale des Etudiants communistes. A cette Fédération ont adhéré jusqu'ici : l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, l'Allemagne, la France, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, la Finlande, la Norvège, etc. Le groupe des Etudiants « socialistes-révolutionnaires » ayant refusé d'y adhérer, une fraction importante de ce groupe décida de s'en séparer et de constituer un groupe d'Etudiants communistes. Ce groupe a immédiatement rédigé une déclaration de principes qui a été envoyée à tous les groupements d'étudiants socialistes de France, de Suisse et de Belgique.

I. — La guerre qui vient de se terminer, après avoir couvert le monde de deuils et de ruines, a été la conséquence nécessaire du développement du régime capitaliste. La lutte pour les débouchés qui, dans le système de production capitaliste basé sur la concurrence, oppose les unes aux autres les diverses économies nationales, avait pris, dans la dernière phase de ce développement, la forme de l'impérialisme, caractérisé essentiellement par la

dictature du capital financier et de l'industrie métallurgique.

La guerre est le produit du heurt des impérialismes nationaux, luttant les uns contre les autres pour la conquête des marchés. Elle est la conséquence directe de l'antagonisme entre l'économie mondiale et les divers cadres nationaux qui s'opposent à son développement normal.

Les traits essentiels qui caractérisent le développement du capitalisme avant la guerre, c'est-à-dire la concentration des entreprises et des capitaux, le contrôle des grandes entreprises capitalistes sur la production, la dictature de l'oligarchie financière, se retrouvent, fortement accentués, dans le développement de ce même capitalisme pendant la guerre. Ce contrôle se transforme en une véritable mainmise de l'Etat sur le système entier de l'économie nationale. Ainsi se trouve réalisée, dans le sens prévu par Marx, la première phase du développement capitaliste.

II. — Mais en même temps que la guerre précipitait le processus économique du régime capitaliste, elle développait les germes de sa décomposition prochaine. La concentration des

capitiaux dans un nombre de mains de plus en plus restreint, la formation rapide de fortunes considérables, dues aux bénéfices scandaleux réalisés par les fournisseurs de guerre, ainsi que la disparition des fortunes moyennes, eurent comme conséquence immédiate un appauvrissement progressif des masses, causé tant par le chômage que par l'augmentation formidable du coût de la vie, provenant de l'arrêt à peu près complet de la production et du krach monétaire qui fut partout la rançon d'un accroissement inouï de la circulation fiduciaire. La désarticulation générale du système des changes ne faisant qu'aggraver cette situation, en faisant peser sur les pays vainqueurs les conséquences de la baisse du crédit chez les pays vaincus, et en leur interdisant aux uns et aux autres toute possibilité de relèvement économique, c'est le problème de l'existence même qui se pose aujourd'hui devant le prolétariat de tous les pays.

En ce qui concerne la France, particulièrement, le processus de décomposition du régime capitaliste, quoique plus lent que dans les pays où la défaite militaire est venue accentuer la faillite économique, ne peut manquer de se manifester avec la dernière violence. Malgré sa victoire momentanée sur l'impérialisme allemand, la bourgeoisie française, réduite à ses seules ressources, s'avère de plus en plus impuissante à faire face aux difficultés croissantes qu'elle aperçoit à l'horizon. Grevée d'une dette formidable, qu'aucune contribution de guerre n'arrivera jamais à combler et qui ne pourra, au contraire, que s'accroître du fait de la diminution de la production, de son absence complète de crédit, de la dépréciation continue de son unité monétaire, elle ne peut sauvegarder sa domination qu'en faisant peser sur la classe ouvrière un véritable esclavage, dont celle-ci ne pourra se libérer qu'en faisant appel à la violence. *En France, comme ailleurs, la Révolution est fille de la guerre.*

Sous le rapport politique, la conséquence la plus éclatante de la guerre a été la faillite complète du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. La dictature militaire qui, sous la forme de l'état de siège, s'est exercée avec une brutalité inouïe sur la classe ouvrière de tous les pays, a fait disparaître peu à peu les derniers vestiges des libertés civiles et politiques pour lesquelles les ouvriers avaient tant lutté au cours du siècle dernier, et réduit à néant les quelques menues réformes ouvrières arrachées si péniblement à la bourgeoisie depuis ces trente dernières années. Ainsi se trouve définitivement réglée la vieille querelle entre partisans et adversaires des réformes.

III. — Cet état de choses crée incontestable-

ment chez les masses une mentalité révolutionnaire. De plus en plus, elles comprennent l'impossibilité de remédier à la situation actuelle par des réformes sociales qui ne serviraient qu'à prolonger l'agonie du régime capitaliste et leur propre misère, et la nécessité de s'orienter vers les solutions révolutionnaires, seules capables d'opérer la transformation complète du régime social actuel.

C'est au socialisme que les peuples devront s'adresser pour trouver la solution de la crise actuelle. Seule la mainmise de la collectivité des producteurs sur les instruments de travail rendra possible une organisation rationnelle de la production et de la consommation. Cette mainmise suppose, au préalable, l'expropriation des entreprises industrielles et commerciales ayant atteint un degré de concentration suffisant pour pouvoir être socialisées, expropriation qui suppose elle-même la conquête des pouvoirs publics, et particulièrement de l'Etat, par le prolétariat. Cette prise du pouvoir ne pouvant s'effectuer au sein du régime actuel par le simple jeu des institutions bourgeoises, c'est par la Révolution, où le prolétariat opposera sa force à celle de la bourgeoisie, que l'Etat prolétarien se substituera à l'Etat bourgeois. Ce n'est donc qu'après avoir triomphé de la bourgeoisie qu'il pourra créer les cadres politiques et économiques appropriés au but qu'il poursuit, c'est-à-dire la dictature du prolétariat en vue de l'établissement définitif du régime communiste et sa propre disparition en tant qu'organisme de classe.

Les Conseils d'Ouvriers sont la seule forme d'organisation permettant au prolétariat d'exercer sa dictature et d'instaurer le régime nouveau, en ce qu'ils sont vraiment l'organe de la démocratie prolétarienne basée sur le travail et non plus sur la fortune comme dans la fausse démocratie bourgeoise.

IV. — Il importe au plus haut point que ces idées soient de plus en plus répandues dans les masses. Cette tâche historique, que la troisième Internationale de Moscou a commencé d'entreprendre, est celle qui incombe aujourd'hui aux partis socialistes communistes qui se placent sur le terrain de la troisième Internationale. Il faut donc soutenir ces partis là où ils existent. Le devoir des socialistes communistes, dans les pays où ils n'existent pas, est de combattre et de discréditer par tous les moyens les éléments réformistes et opportunistes qui empêchent les partis socialistes d'évoluer vers la gauche. Il faudra donc, partout où cela sera possible, se séparer des opportunistes et créer, avec l'extrême gauche de tous les partis socialistes, des partis socialistes communistes, adhérents à la Troisième Internationale.

V. — Quel sera, dans cette lutte, le rôle des intellectuels socialistes? On sait quelle est la fonction spéciale qui est assignée aux intellectuels dans la société bourgeoise. Obligés pour vivre de se faire les chiens de garde du capitalisme, ils sont obligés d'être aux ordres du régime qui leur donne la pâture. Mais, imprégnés pour la plupart d'idéologie bourgeoise, rares sont ceux que la conscience de cette exploitation pousse dans les rangs du prolétariat révolutionnaire.

Les intellectuels socialistes ont un grand rôle à jouer dans la révolution prolétarienne. En apportant à l'étude du mouvement socialiste l'esprit de méthode que leur confère l'habitude des recherches scientifiques, ils peuvent contribuer à éclairer le prolétariat sur les véritables conditions de la lutte qu'il mène contre la bourgeoisie. Doués, en outre, de capacités techniques spéciales, ils peuvent être d'un grand secours dans l'organisation de la société communiste. Mais qu'ils ne s'imaginent pas pouvoir arriver à transformer la société par leurs propres forces. Ils ne devront pas essayer d'imposer au prolétariat leurs méthodes et leurs conceptions propres. Qu'ils se gardent surtout de vouloir constituer selon la formule de Labriola, « des séminaires dans lesquels se forme l'état-major des chefs de la révolution prolétarienne ». Cette transformation, seul le prolétariat pourra la réaliser. Il est, dans la société actuelle, le seul facteur de progrès. C'est en lui seul que réside l'avenir. Les intellectuels comprendront que le seul moyen pour eux de participer utilement à la préparation de la Révolution, est de se placer sur le terrain de lutte choisi par le prolétariat et d'adopter son idéologie révolutionnaire.

VI. — Dans cette lutte, les groupements d'étudiants communistes ont un rôle particulier à remplir. Il est inutile d'insister longuement sur l'impossibilité d'exercer une action de masse sur les étudiants des Universités. Se recrutant, dans leur immense majorité, dans la haute et la moyenne bourgeoisie, ils n'offrent aux propagandistes absolument aucune possibilité de recrutement sérieux. Imprégnés d'un esprit ultra-réactionnaire, c'est vers les partis de réaction politique et sociale qu'ils sont portés naturellement. Quant aux rares étudiants qu'un haut sentiment de justice pousse au socialisme, les survivances d'idéologie bourgeoise qui encombrant leur cerveau les empêchent d'aller jusqu'au bout dans la voie d'une adhésion complète aux méthodes d'action par lesquelles le prolétariat s'efforce vers son émancipation complète.

La seule utilité des organisations d'étudiants socialistes communistes est donc de permettre le

groupement des quelques individualités ayant adopté pleinement le point de vue du prolétariat révolutionnaire. C'est donc tout d'abord à l'éducation de leurs membres qu'ils devront se consacrer. D'autre part, leur âge et la facilité d'assimilation que leur donne l'habitude des travaux scientifiques les rendent particulièrement propres à la propagande révolutionnaire dans les organisations de Jeunesses. Mais ils ne joueront utilement ce rôle que dans la mesure où ils exprimeront l'idéal social du prolétariat et respecteront les méthodes d'action qui seules assureront à celui-ci sa victoire définitive.

C'est donc dans ce sens que le Groupe des Etudiants Communistes de Paris orientera désormais son action. Il fait donc appel à tous les étudiants qui partagent le point de vue exprimé ci-dessus, à tous ceux, quelle que soit leur étiquette, qui souscrivent aux principes du Manifeste de l'Internationale Communiste. C'est sur cette base qu'il entend réaliser l'union de tous les étudiants vraiment révolutionnaires.

Le Groupe des Etudiants Communistes de Paris.

Pour le " Bulletin Communiste "

A. Madrange	2 "
Pour soutenir le Bulletin.....	5 "
Jos. Gilin, à Liège.....	1 "
Trois membres de la 3 ^e Internationale....	10 50
P. A.	50 "
N., à Angers.....	20 "
Parisot, Saint-Etienne	30 "
Deux amis des Peuples de Russie.....	3 "
Dumollard, Chambéry	1 "
Berthet, Lyon	10 "
Total.....	132 50

La Revue Communiste

Mensuelle

Directeur : CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs

Paris

12, rue Grange-Batelière (9^e)

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)